

Union
syndicale
Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20
Télécopie : (33) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

**Les
capitalistes
nous
coûtent
cher**



retrouvez-nous sur www.coupspourcouts.solidaires.org

LES 4 COÛTS DU

Les cycles de plus en plus rapprochés des crises économiques, avec des désastres. Incapable de satisfaire les besoins sociaux fondamentaux comme de répondre à la crise de 2008, de laquelle nous ne sommes toujours pas sortis, en est une preuve

Comme à chaque séisme économique, les forces de la finance et des multinationales utilisent cette conjoncture pour détruire ce qui reste de droits et acquis sociaux, et renforcer leur domination.

En Europe comme ailleurs, les gouvernements et les forces politiques, avec l'assentiment d'une partie des forces syndicales, convertis à la loi du profit et à la concurrence « libre et non faussée », infligent depuis des décennies, des régressions sociales toujours plus radicales, transfèrent sur les citoyen·nes les coûts des crises du capital, sapent les fondements des protections sociales et des services publics, et dénie le danger écologique généré par le productivisme.

Quelle société voulons-nous ? Une société où le coût humain, le coût financier, le coût pour la société, et le coût écologique, nous rapprochent de la barbarie, ou un autre monde, fondé sur la sauvegarde des biens communs et de la planète, de la solidarité, le partage des richesses, et l'égalité ? Un monde où les capitalistes nous coûtent cher ou un monde où la solidarité et l'égalité nous enrichissent mutuellement ?

Loin de rompre avec les politiques néolibérales, Hollande et son gouvernement ont poursuivi l'offensive

**Hollande
sont les
talistes
nous coûtent
cher**



LE COÛT HUMAIN DU CAPITAL EST MONSTRUEUX

Cela fait des décennies que le patronat bénéficie d'exonérations de cotisations, d'aides publiques, d'exonérations fiscales, et que le chômage continue d'augmenter. Cela fait des décennies que les capitalistes pratiquent la fraude fiscale, l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux, tout en continuant massivement à licencier, à augmenter les emplois précaires, pour préserver les dividendes des actionnaires. Cela fait des années que les conséquences sociales des décisions des multinationales donneuses d'ordre s'abattent sur les salarié·es des petites entreprises et font grossir les rangs des chômeur·es. Cela fait des années que les conditions de travail se dégradent et provoquent de plus en plus de suicides au travail.



LE COÛT ÉCOLOGIQUE DU CAPITAL PEUT DEVENIR IRREVERSIBLE

Face au modèle productiviste et consumériste, nous devons poursuivre la remise en cause du contenu et des finalités de la croissance, pour entrer de plain-pied dans la transition écologique (relocalisation des sites de production, sobriété et efficacité énergétique, réparation, réutilisation, recyclage...). Les luttes des salarié·es, partout dans le monde, doivent remettre la souveraineté des peuples comme préalable à tous les changements sociaux. La souveraineté alimentaire doit gouverner la production agricole, l'activité industrielle doit être organisée pour satisfaire les besoins essentiels, le plus près possible des consommateurs.

Ce n'est ni le « coût » du travail, ni le soit-disant poids des cotisations patronales. Toute politique économique qui se refuse à prendre au désastre et à plonger dans la pauvreté des couches

U CAPITALISME

astres sociaux de plus en plus profonds, sont l'expression d'une crise systémique. à la crise écologique, le capitalisme nous entraîne dans une logique mortifère. La uve de plus.

menée par leurs prédécesseurs pour faire régler par les salariés-es et la majorité de la population, la facture de la crise. En deux ans, les attaques se sont enchaînées : loi dite de « sécurisation de l'emploi », contre réforme des retraites, réductions de cotisations sociales concédées aux entreprises grâce au CICE, dérisoire revalorisation du SMIC, gel du point d'indice des fonctionnaires. Et comme si cela ne suffisait pas, François Hollande persiste à maintenir le pacte de responsabilité au profit des capitalistes (actionnaires, banquiers, patrons...), par une nouvelle baisse de cotisations sociales acquise quelle que soit la situation dans l'avenir. Le soit-disant pacte de « solidarité », annoncé par François Hollande, au lendemain de la raclée électorale des municipales, traduit un grand mépris pour les couches populaires qui ne demandent pas l'aumône mais une véritable répartition des richesses, qui passe notamment par une augmentation du SMIC, du point d'indice dans la Fonction publique, et une politique fiscale plus juste et écologique.

ande, ce
les capi-
stes qui
coûtent
cher !

Ce pacte de responsabilité est un pacte perdant-perdant pour les salarié-es, auquel malheureusement certaines organisations syndicales ont apporté leur caution. Au contraire, les équipes syndicales ont le devoir de le dénoncer et le combattre sans relâche, dans les entreprises, dans les localités, pour éviter de nouvelles régressions sociales.



LE COUT FINANCIER DU CAPITAL EST FARAMINEUX

Fraude fiscale, évasion fiscale, paradis fiscaux, exonérations fiscales, tous les moyens sont bons pour les capitalistes pour échapper aux impôts qui financent notre protection sociale. Les dividendes versés aux actionnaires continuent d'augmenter, les entreprises du CAC 40 leur ont versé 43 milliards d'euros en 2013 ! Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse d'exonérer les riches. Celui de François Hollande n'échappe pas à la règle. La promesse d'une réforme fiscale juste et redistributive s'est ensablée. Aucune remise à plat des niches fiscales injustes, pas de progressivité radicale de l'impôt sur le revenu. Rien n'a changé, il y a toujours un déséquilibre entre une fiscalité de plus en plus allégée pour les grandes entreprises (sous la pression du Medef) et l'augmentation du poids de cette fiscalité pour les ménages. Le consentement à l'impôt participe d'un véritable "contrat social" par le choix d'un financement, d'une prise en charge collective des besoins collectifs et par son rôle dans la répartition des richesses. C'est ce contrat social que le néolibéralisme veut détruire, pour achever le contrôle par les marchés (santé, éducation, environnement...) et accroître le profit des plus riches.



LE COUT DU CAPITAL POUR LA SOCIETE EST DESTRUCTEUR

Il détruit les principes fondamentaux de solidarité, d'égalité, de partage des biens communs et de défense des services publics. L'extension de la marchandisation, des privatisations, des activités et des secteurs publics, sont les dogmes du patronat et du social libéralisme.

tronales et ni les 35 heures, qui sont le problème mais bien le coût du capital. dre ce problème à la racine est vouée à nous mener couches de plus en plus importantes de la population.

Pour une autre vision du monde

Nous sommes dans une situation paradoxale. La légitimité du modèle libéral est de plus en plus contestée, avec les crises à répétition et les désastres sociaux qu'il engendre, mais les résistances des mouvements sociaux, dans la plupart des pays européens, n'ont pas encore été assez puissantes pour bloquer les politiques d'austérité. En France, comme ailleurs, les organisations syndicales et tous les forces sociales, ont ce défi à relever. Face à la désespérance sociale sur laquelle prospèrent les forces politiques d'extrême droite, comme le FN en France, aucun raccourci ne remplacera le travail de terrain au plus près des salarié-es, des chômeurs-euses, des retraité-es, pour convaincre de la nécessité de réponses sociales en rupture avec la logique du système capitaliste et de la construction de mobilisations de masse pour les imposer au pouvoir politique et réduire l'extrême droite à la marginalité

Imposons un autre partage de la richesse, pour cesser de voler celles et ceux qui la produisent par leur travail

- Ponctionner les actionnaires qui se sont enrichis durant des années en profitant du travail de celles et ceux aujourd'hui menacé-es de licenciement.
- Suspendre les licenciements et imposer le droit de véto des représentant-es du personnel sur les licenciements collectifs. Rendre obligatoire les Comités d'Entreprise dans les entreprises de moins de 50 salarié-es.
- Créer un statut du salarié, applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé, pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et pendant les formations de reconversion.
- Réduire le temps de travail (pas les salaires) pour éliminer le chômage.
- En finir avec les CDD, le temps partiel imposé, les stages non rémunérés, et ainsi lutter contre la précarité.
- Abroger toutes lois qui sapent les acquis sociaux, facilitent les licenciements, détruisent les services publics.
- Augmentation de 300 euros pour tous
- Revalorisation du smic à 1600 euros net
- Un hiérarchie des salaires favorable aux bas et moyens salaires avec un revenu maximal autorisé.
- Une revalorisation des accords de branches et la fixation des salaires professionnels par niveau de qualification
- Un maintien du pouvoir d'achat par des salaires suivant l'évolution réelle des prix (l'échelle mobile des salaires)
- Egalité salariale homme/femme
- L'accès aux minima sociaux pour les moins de 25 ans, avec une individualisation des droits, lesquels doivent être indépendants de la situation familiale
- La création d'un revenu socialisé d'études versé à tout jeunes travailleurs en formation à partir de 16 ans.
- Une forte revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires et une évolution des salaires définie par l'octroi de points d'indice supplémentaires
- Ceci doit être accompagné d'un relèvement du début de grille indiciaire des fonctions publiques.
- Des allocations chômage dès le premier mois de travail, jusqu'au retour à l'emploi, égal au minimum à 80 % du SMIC et plafonné pour les hauts revenus.
- L'augmentation immédiate des minima sociaux.
- L'accès à des formations qualifiantes de longue durée et rémunérées, avec prise en charge des frais de stage.
- Des élections nationales pour les représentant-es des salarié-es à L'UNEDIC et le droit de siéger pour les associations de chômeurs.
- Une refonte totale du système fiscal, plus progressif, plus redistributif et une lutte sans merci contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et l'évasion fiscale des plus riches